



Orléans, le 2 mai 2020

A l'attention de Monsieur le Préfet
PREFECTURE DE REGION CENTRE VAL DE LOIRE

Monsieur,

Les événements de ces derniers mois nous montrent à l'évidence une société qui réclame des modifications en profondeur de ses politiques publiques : le mouvement des Gilets Jaunes qui a révélé les fins de mois difficiles de millions de personnes, le Grand débat qui a démontré une appétence des citoyens pour la vie publique, les marches de la jeunesse en faveur de l'écologie et leur crainte d'une fin du monde accélérée **et, en cours**, une crise sanitaire sans précédent ! Ajoutons à ces événements une démocratie représentative en souffrance. La question qui se pose à nous est bien celle du modèle économique et social que nous souhaitons : nul ne peut douter aujourd'hui de l'impérieuse nécessité d'articuler l'urgence sociale avec la transition écologique qui s'impose à nous par la force des choses.

Pour répondre à ces urgences, 55 organisations qui représentent des millions de personnes, impliquées dans la défense des droits humains, dans la jeunesse, dans l'environnement se sont engagées dans le **Pacte du Pouvoir de Vivre**, un texte inédit et fondateur d'un partenariat pour porter **66 propositions** qui répondent à **l'urgence sociale, solidaire et écologique**, à l'échelle locale, nationale, européenne et internationale.

Ce pacte, que vous trouverez en pièce jointe, s'articule autour de 4 axes :

- **Réinventer le bien commun pour refaire société**, une société inclusive et de l'égalité réelle en droits assortie de mesures cohérentes à l'endroit en particulier des femmes, des migrants, des minorités.
- **Remettre l'exigence de solidarité et de justice sociale au cœur de l'économie, dans laquelle** les politiques seront tournées en priorité vers la lutte contre les inégalités et la protection des plus démunis d'entre nous.
- **Réconcilier transition écologique et justice sociale pour construire un avenir partagé.**
- **Partager le pouvoir pour mieux agir**, là où le citoyen est impliqué, dans ses différents lieux de vie.

Les mobilisations territoriales d'avant la crise

Tous les partenaires du Pacte du Pouvoir de Vivre portent 8 mesures prioritaires :

- Mesure 1 : En finir avec les logements indignes et les passoires énergétiques en interdisant à terme leur mise en location ;
- Mesure 2 : Evaluer l'impact de toute nouvelle loi et politique publique sur les 10 % les plus pauvres de la population et au regard des Objectifs de Développement Durable ;
- Mesure 3 : Revaloriser les minima sociaux et les faire évoluer au même rythme que les revenus du travail ;



- Mesure 4 : Un projet de loi de finances 2021 écologique et social ;
- Mesure 5 : Un projet de loi de finances solidaire pour plus de justice ;
- Mesure 6 : Permettre aux migrants qui se trouvent en France d'y déposer leur demande d'asile ;
- Mesure 7 : Une ambition budgétaire pour le grand âge et l'autonomie du PLFSS 2021 ;
- Mesure 8 : Systématiser la proposition d'accompagnement humain à l'exercice des droits et généraliser les Maisons de Services au Public (MSAP).

Les services de l'Etat en région se sont engagés dans les mobilisations territoriales voulues par le gouvernement, sur les thématiques de la rénovation thermique des bâtiments, l'apprentissage, les offres d'emploi non pourvues, les freins à la reprise d'emploi, l'accompagnement des transformations territoriales, les gestes écologiques du quotidien. Pour nous, dans la période d'après crise sanitaire, pour faire société, ce ne peut être qu'en ayant pour objectif de **combler les besoins fondamentaux individuels et collectifs**. Les thématiques suivantes ne doivent pas être occultées ou oubliées : **la lutte contre la pauvreté, l'accompagnement des plus vulnérables socialement et économiquement, l'accueil des migrants, l'accès aux soins pour tous**. La démarche, la stratégie, les outils de pilotage incombent aux décideurs mais ce ne peut plus sans tenir compte des partenaires sociaux et économiques, de la société civile organisée.

Ce pacte est un pacte du court, du moyen et du long terme au service de l'humain et du bien commun, au service d'une société plus inclusive, plus fraternelle. Ce pacte vise à guider toutes les politiques publiques pour qu'à toutes les échelles, les questions sociales et écologiques soient non seulement prises en compte mais qu'elles deviennent le cœur de chaque décision politique. Les contraintes financières doivent être prises en compte non pas dans le court terme mais dans une perspective de construction d'un nouveau modèle de développement enfin durable. Nos organisations appellent donc les élus, les employeurs, et plus généralement tous les décideurs, à mettre en œuvre ce pacte, chacun à son niveau, en visant l'implication des acteurs concernés.

Mobilisons-nous ensemble pour construire l'après-crise

Nos engagements et notre volonté d'agir sont bien naturellement renforcés par la séquence que nous vivons, au niveau mondial, européen et local. En même temps qu'inédit, ce moment est révélateur :

- Inédit par la rapidité : un virus apparu en Chine s'est propagé dans le monde en quelques mois !
- Inédit par l'ampleur : le monde entier est confiné. Chacun et chacune peut être touché.e par le virus et pour se protéger il nous faut être ensemble, tout en maintenant de la distance entre nous !
- Inédit par la durée : nul ne sait quand le monde sera sorti complètement de cette crise sanitaire et ses conséquences socio-économiques, et on annonce d'autres crises (sanitaire, climatique, économique, sociale...) qu'il nous faut anticiper ensemble.
- Révélateur de la nécessité d'une prise en compte du lien organique entre l'Homme et la Nature (ou l'Homme dans la Nature)
- Révélateur par la mise en lumière **simultanée** de toutes les inégalités : dans l'éducation, le logement, l'accès aux soins, la reconnaissance des métiers, en particulier de celles et ceux qui étaient invisibles, mal considéré.e.s dans l'économie et la société d'avant la crise, souvent en



relation avec les habituelles inégalités de genre, notamment dans les professions majoritairement féminisées de la santé et de l'éducation.. La période nous amène à nous interroger sur les choix sociétaux et la place plus grande que nous devons accorder aux services publics qui doivent nous protéger tous et toutes.

- Inédit dans la prise de conscience simultanée, individuelle et collective, de questions philosophiques sur le sens du vivre ensemble.

C'est pourquoi chacun et chacune se pose aujourd'hui bien légitimement des questions sur la société d'après la crise : Que garde-t-on ? Que transforme-t-on ? Quelles sont les priorités ? Que remet-on au centre ? Comment financer ce dont nous avons vraiment besoin ? Saisirons-nous collectivement cette opportunité de concilier bien-être humain et durabilité pour les générations présentes et futures ?

Par son approche, la plateforme autour du Pacte du Pouvoir de Vivre est un outil puissant dans ce contexte, et d'autant plus qu'elle est active depuis plusieurs mois, bien avant la crise, avec des réseaux d'acteurs d'ores et déjà mobilisés et en dialogue, tant au niveau national que dans les territoires.

Pour sortir grandis, plus forts, plus solidaires et plus résilients d'une telle crise, il nous faut une nouvelle façon de travailler, réfléchir et finalement vivre ensemble. Nous devons avoir le courage de **prendre collectivement des décisions claires, responsables et engageantes pour une mutation effective de l'économie en adéquation avec le bien-être et la bonne santé des personnes**, qui n'est réalisable que dans un environnement et une nature elle-même préservée et en bonne santé.

Les acteurs régionaux du Pacte du Pouvoir de Vivre sont, aujourd'hui plus que jamais, mobilisés pour faire des propositions et participer de façon constructive au dialogue régional, afin de coconstruire le monde d'Après. **Nous refusons une remise en route de la machine économique « à l'identique », c'est à dire sans prise en compte réelle des enjeux sociaux et environnementaux.** Ne pas prendre en compte cette alerte, ne pas y réagir à la hauteur de l'enjeu, serait un manquement à notre responsabilité. A nous d'inventer, ensemble et par le dialogue, le monde d'Après, où la question de la fin du mois ne s'oppose pas à celle de la fin du monde.

Afin de faire vivre nos engagements, les Partenaires du Pacte souhaitent rencontrer les élus et décideurs régionaux afin d'échanger sur nos propositions et leur prise en considération. A cet égard, nous vous saurions reconnaissants de bien vouloir recevoir une délégation des Partenaires du Pacte du Pouvoir de Vivre à **partir du 18 mai**. Merci de contacter Madame REALI au 06 80 73 75 19 ou à l'adresse suivante : pactedupouvoirdevivrecl@gmail.com.

Veillez croire, Monsieur, en notre considération et en notre volonté d'être à vos côtés pour construire une société plus juste où chacun trouve sa place.

Les Partenaires du Pacte du Pouvoir de Vivre
Centre Val de Loire



Les membres fondateurs



<https://www.pactepouvoirdevivrecl.fr/>